

# Solidarité avec le processus révolutionnaire et le peuple vénézuélien

L'avènement du mouvement « Bolivarien » sous l'impulsion de Hugo Chavez, a été le résultat des luttes sociales contre la politique néolibérale dans le Venezuela des années quatre-vingt-dix. Cette politique de privatisations avait complètement déséquilibré une société déjà fortement marquée par des inégalités et injustices sociales, entre ceux qui profitent des revenus du pétrole et ceux des exclus qui survivent dans des bidons-villes.

Dans les années suivantes des vastes programmes de développement dans le domaine de la création d'emploi, de la santé et de l'éducation publique, dans la construction d'habitations et l'alimentation de base, ont été mis en œuvre. L'organisation c'est fait avant tout dans le cadre des « missions bolivariennes », structures d'initiatives citoyennes para-étatiques, financés par les revenus pétroliers. Le socialisme de Chavez a ainsi développé une sorte de « société parallèle » à côté de l'économie privée et du vieux appareil d'état de l'ancien régime (qui existe toujours).

Malgré des succès incontestables, cette politique a été combattu et saboté dès le début par la droite, les multinationales et les puissances occidentales. Dans le domaine de l'augmentation de la productivité et de l'autosuffisance alimentaire, la politique de la main tendue de Chavez, a directement démontré ses limites. Les intérêts du patronat vénézuélien ne se situent pas dans des investissements productifs mais dans l'accaparement de la rente pétrolière et du contrôle des secteurs d'importation et

de distribution.

Après la mort du président Chavez, le gouvernement Maduro a encore multiplié les concessions financières à la bourgeoisie. De plus en plus de pétrodollars ont été accordés au patronat, avec des effets désastreuses pour l'économie et la société. Ces capitaux ont fini directement sur les comptes bancaires à l'étranger et non dans la production ou dans l'importation de produits alimentaires. Ils organisent la pénurie pour augmenter les prix et discréditer en même temps Maduro. La forte chute du prix du pétrole sur le marché mondiale et une sécheresse, du au phénomène "el niño" accentuent encore les problèmes.

Au lieu de se donner les moyens d'exercer eux-mêmes le commerce extérieur, le gouvernement Maduro à laisser cette arme dans les mains de la droite réactionnaire, qui contrôle jusqu'à ce jour, toujours la grande majorité des importations, le transport et la distribution alimentaire. Les militants de gauche, critiques envers cette politique, ont été écartés du PSUV au même moment où des cadres du parti ont commencé des "activités commerciales! Lors des derniers années 24 Milliards de Dollars ont accordés aux banques privés pour l'importation commerciale, avec les effets qu'on connaît. Un pays au bord de la pénurie, une inflation galopante, et un chaos économique orchestrés par la bourgeoisie et ses partis politiques...

Le modèle d'une « économie mixte », bâtit sur la cohabitation pacifique entre une économie privé basé sur le profit et un secteur de développement sociale financé par une redistribution de la rente pétrolière, ne fonctionne plus. Des choix fondamentaux s'imposent maintenant!

La perte de la majorité parlementaire, un référendum révocatoire en vue et une vague de violence sans précédent des bandes armées d'extrême droite, annonce une crise ouverte. Pourtant rien n'est encore perdu d'avance. La droite a comme seule alternative les vieilles recettes néolibérales, comme

privatisations, suppression des acquis sociaux, baisses des revenus au profit de leur clientèle ! Les exemples de Macri en Argentine et de Temer au Brésil le démontrent au mieux et ils le savent très bien. Pourtant, à la différence du Brésil et de l'Argentine, la droite réactionnaire sait, qu'au Venezuela existent un mouvement de masse forte et qu'une victoire temporaire dans les urnes ne résoudra pas leurs problèmes. Pour ça, ils préparent déjà l'écrasement violent du mouvement populaire bolivarien par une vague de terreur blanche...

Sans une remobilisation révolutionnaire du peuple. Sans l'implication du peuple dans la lutte contre la spéculation, l'accaparement des aliments, le contrôle des importations et de la distribution, aucune amélioration ne sera possible. La direction du PSUV n'aura le choix qu'entre cette voie ou la capitulation politique. « dei Lenk » sera solidaire du peuple vénézuélien dans sa lutte et soutiendra chaque initiative d'approfondissement de la révolution au Venezuela.